

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1957-1958

SÉANCE DU 16 JANVIER 1958.

Rapport de la Commission des Affaires Economiques, chargée d'examiner le projet de loi modifiant et complétant la loi du 13 août 1947 instituant le Conseil national des Charbonnages, ainsi que les lois coordonnées sur les mines, minières et carrières.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1957-1958.

VERGADERING VAN 16 JANUARI 1958.

Verslag van de Commissie voor Economische Zaken, belast met het onderzoek van het wetsontwerp tot wijziging en aanvulling der wet van 13 Augustus 1947 houdende instelling van de Nationale Raad voor de Steenkolenmijnen en der geordende wetten op de mijnen, groeven en graverijen.

Présents : MM. WARNANT, président; DEBAISE, DE BLOCK, LOUIS DESMET, GOOSSENS, HOUGARDY, MOLTER, ROELANTS, WIARD et DETHIER, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission s'est réunie les 7, 9 et 14 janvier 1958. La première séance a été consacrée à l'exposé du Ministre, la seconde aux exposés et questions des commissaires et la troisième séance à l'examen des articles.

La Commission a pris la décision de jumeler la discussion générale du présent projet et du projet relatif à la concessibilité des réserves charbonnières de la Campine.

*
* *
*

EXPOSÉ DU MINISTRE.

Le Ministre s'interdit de faire un exposé vraiment complet. Il estime, en effet, que le problème est bien connu puisqu'il a fait l'objet de nombreux articles de presse, de deux rapports substantiels à la Chambre et de débats très étendus au sein de celle-ci, tant en Commission qu'en séance publique. Il s'en tient donc à l'essentiel.

R. A 5437.

Voir :

Document du Sénat :

97 (Session de 1957-1958) : Projet transmis par la Chambre des Représentants

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

Uw Commissie heeft op 7, 9 en 14 Januari 1958 vergadering gehouden. De eerste vergadering was gewijd aan de toelichting van de Minister, de tweede aan de opmerkingen en vragen van de commissieleden en de derde aan de behandeling van de artikelen.

De Commissie heeft besloten de algemene beraadslaging over dit ontwerp en over het wetsontwerp betreffende de concessiemogelijkheid der Kempische kolenreserves samen te voegen.

*
* *
*

TOELICHTING VAN DE MINISTER.

Het is niet de bedoeling van de Minister een werkelijk volledige uiteenzetting te geven. Hij acht de problematiek voldoende bekend, aangezien de pers er veel over heeft geschreven, de Kamer er twee grondige verslagen over heeft uitgebracht en ze, zowel in de Commissie als in openbare vergadering, uitvoerig heeft besproken. Hij beperkt zich dus tot de hoofdzaken.

R. A 5437.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

97 (Zitting 1957-1958) : Ontwerp overgemaakt door de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Le projet a été déposé le 18 juin 1957 sur le Bureau de la Chambre et il a fait l'objet d'amples discussions au cours de trois réunions de la Commission et de trois séances publiques.

La Chambre s'est prononcée le 19 décembre 1957 en faveur du projet par 99 voix contre 70 et 7 abstentions.

Nécessité d'augmenter la production du charbon.

Les études effectuées par la C.E.C.A., l'O.E.C.E. et les trois sages sont concordantes : il faut augmenter la production du charbon; pour notre pays, celle-ci devrait être portée à 34-35 millions de tonnes au cours des prochaines années.

C'est la raison d'être du projet portant réorganisation du Conseil National des Charbonnages et du projet relatif à la concessibilité des réserves charbonnières B et C de la Campine.

Ces dernières sont susceptibles de nous donner assez rapidement 500.000 tonnes voire même un million de tonnes de charbon.

Qu'en est-il des charbonnages du sud qui continuent à assurer les deux tiers de notre production ?

On connaît la situation de ceux-ci : insuffisance du rendement, prix de revient élevé et résultats déficitaires.

Il a pu être remédié à cette situation grâce aux interventions de l'Etat et de la C.E.C.A. Mais à partir du 10 février prochain, celle-ci cessera ses interventions de péréquation et nos charbonnages, tel que le traité C.E.C.A. le dispose, devront subsister par eux-mêmes dans le régime de concurrence absolue créé par le Marché commun.

Comment peuvent-ils espérer s'y comporter ?

Les raisons de la situation difficile de ces mines sont bien connues : gisements profonds, tourmentés, de faible ouverture et grisouteux.

Il en est une autre que l'on ne peut ignorer : la position sociale de nos mineurs, qui était jadis relativement basse, s'est modifiée et se présente maintenant en pointe dans les pays de la C.E.C.A., suite à la réduction de la durée du travail intervenue au début de 1956 et de l'augmentation des salaires de 10 à 11 p. c. appliquée après la catastrophe du Bois du Cazier; ces facteurs ont causé une augmentation du prix de 130 francs à la tonne et ont annihilé les efforts accomplis dans l'industrie charbonnière.

Comment sortir de la situation d'infériorité qui est la nôtre ?

Nul ne songera à porter atteinte à la position actuelle des mineurs. Elle est justifiée par la nature de leur travail, et les deux réalisations que nous venons de rappeler se sont révélées efficientes

Het ontwerp is op 18 Juni 1957 ingediend bij de Kamer en werd op drie commissievergaderingen en drie openbare vergaderingen breedvoerig besproken.

De Kamer keurde het op 19 December 1957 goed met 99 tegen 70 stemmen bij 7 onthoudingen.

De kolenproductie moet opgevoerd worden.

De E.G.K.S., de O.E.E.S. en de drie wijzen komen in hun studies tot hetzelfde besluit : de kolenproductie moet worden verhoogd; wat ons land betreft moet de productie in de eerstkomende jaren tot 34 à 35 miljoen ton worden opgevoerd.

Daarom werd het ontwerp tot reorganisatie van de Nationale Raad voor de Steenkolenmijnen en dat betreffende de concessiemogelijkheid der Kempische kolenreserves B en C ingediend.

In de Kempische steenkolenmijnen kan vrij spoedig 500.000 ton en zelfs 1 miljoen ton steenkolen meer worden gewonnen.

Hoe is de toestand in de steenkolenmijnen van het Zuiden, die nog twee derde van onze kolen voortbrengen ?

Deze toestand is bekend : onvoldoende rendement, hoge kostprijs en deficitaire uitkomsten.

Dit kon worden verholpen dank zij de hulp van de Staat en de E.G.K.S. Maar met ingang van 10 Februari e.k. zal de E.G.K.S. haar verevenings-toelagen stopzetten en zullen onze steenkolenmijnen overeenkomstig het E.G.K.S.-verdrag zichzelf moeten bedruipen in het stelsel van absolute mededinging dat door de Gemeenschappelijke Markt wordt ingevoerd.

Welke kansen hebben zij op deze markt ?

De oorzaken van de moeilijke positie van de mijnen zijn bekend : diepliggende en onregelmatige kolenvelden met kleine opening en rijk aan gas.

Er is nog een andere oorzaak die men niet over het hoofd mag zien : de sociale positie van onze mijnwerkers, die vroeger betrekkelijk slecht was, maar nadien werd gewijzigd en thans de beste is van de E.G.K.S.-landen, als gevolg van de verkorting van de arbeidstijd sinds begin 1956 en de verhoging van de lonen met 10 tot 11 % na de mijnramp van Bois du Cazier. Een en ander heeft een prijsstijging van 130 frank per ton teweeggebracht en de inspanningen van de steenkolen-nijverheid te niet gedaan.

Hoe kunnen wij uit deze ongunstige toestand geraken ?

Niemand denkt er aan, de huidige positie van de mijnwerkers aan te tasten. Deze is gerechtvaardigd door de aard van hun werk, terwijl de beide voren- genoemde verwezenlijkingen ook doeltreffend zijn

puisque la main d'œuvre, qui plafonnait depuis des mois à 140.000 unités, s'est relevée jusqu'à 152.000 unités ce qui constitue un maximum dans les conditions actuelles de production.

Quant aux conditions géologiques, elles subsisteront quoi que nous fassions, de sorte que nos charbons resteront les plus chers de la Communauté.

Faut-il renoncer ? Ceci serait contraire à toutes nos traditions. Nous avons toujours surmonté nos difficultés et, si nous le voulons, il en sera encore ainsi demain.

Dans quel sens faut-il orienter nos efforts ? Dans le sens de la concentration recommandée en 1949 par le Conseil National des Charbonnages, en 1954 par la Commission Internationale d'Enquête sur les Charbonnages marginaux du Borinage et par la C.E.C.A.

Pourquoi les dirigeants charbonniers n'ont-ils pas réalisé ce programme de concentration ? On ne peut expliquer cette carence que par leur esprit particulariste.

Les mesures prises ayant échoué, il a bien fallu en chercher une autre : c'est la réforme du Conseil National des Charbonnages proposée et, plus particulièrement, les pouvoirs qui lui sont conférés. Les décisions prises par lui dans le cadre de l'article 7 seront rendues obligatoires par arrêté royal à l'intervention du Ministre ayant les mines dans ses attributions.

Controverses.

Ce projet a donné lieu à de nombreuses objections de la part de l'opposition. Voici ces objections et les réponses du Ministre :

a) Il faut créer un Office. On ne se bat pas pour les mots, fait observer le Ministre.

b) La composition du C.N.C. sera imparfaite, trop administrative, trop bureaucratique, c'est la profession qui doit y dominer.

Le Ministre dit qu'il a fait remarquer que la profession n'a pas fait ce que l'on attendait d'elle. Si elle avait réuni une commission de la table ronde, comme il a été fait sur le plan de l'électricité, cette initiative aurait été enregistrée avec plaisir et sans aucun doute un projet n'aurait pas été déposé.

La profession sera d'ailleurs représentée dans le Conseil National des Charbonnages par 5 employeurs et par 5 travailleurs. Mais elle n'est pas seule intéressée à la réorganisation de l'industrie charbonnière. Les utilisateurs (employeurs et ouvriers) le sont autant. Et l'Etat ne l'est pas moins puisque c'est à lui que l'on fait appel en cas de difficultés. Et l'on ne pourrait décemment contester la place des représentants des organismes appelés

gebleken aangezien het aantal arbeidskrachten, dat sinds maanden rond 140.000 schommelde, tot 152.000 is gestegen, hetgeen onder de huidige productievoorwaarden een maximum is.

Aan de geologische gesteldheid evenwel is nu eenmaal niets te veranderen, zodat onze kolen de duurste van de Gemeenschap zullen blijven.

Moeten wij dan het hoofd in de schoot leggen ? Dit zou niet stroken met onze traditie. Wij zijn onze moeilijkheden altijd te boven gekomen en indien wij willen, zullen wij dit nu ook kunnen.

Waarop moeten wij ons streven thans richten ? Op de concentratie, die in 1949 door de Nationale Raad voor de Steenkolenmijnen, in 1954 door de Internationale Commissie van onderzoek inzake de marginale mijnen van de Borinage en door de E.G.K.S. werd bepleit.

Waarom hebben de leiders van de steenkolenmijnen dit concentratieprogramma niet uitgevoerd ? Dit is slechts te verklaren door hun particularistische geest.

Daar de genomen maatregelen mislukt zijn, moest er wel naar een ander redmiddel worden uitgezien en dit is de hervorming van de Nationale Raad voor de Steenkolenmijnen en, meer in het bijzonder, van zijn bevoegdheden. De beslissingen van de Raad in het kader van artikel 7 zullen bij koninklijk besluit verbindend worden verklaard door tussenkomst van de Minister die bevoegd is voor het mijnwezen.

Strijdvragen.

Tegen dit ontwerp zijn door de oppositie heel wat bezwaren gemaakt. Hier volgen deze bezwaren, samen met het gegeven antwoord :

a) Er moet een Bureau worden ingesteld. Over woorden twisten wij niet, zegt de Minister.

b) De samenstelling van de N.R.S. is onvolmaakt, te administratief, te bureaucratisch opgevat, de mensen uit het beroep moeten het overwicht hebben.

De Minister heeft reeds gezegd dat de betrokken kringen niet hebben gedaan wat van hen verwacht werd. Hadden zij een ronde-tafel-commissie bijeengeroepen zoals op het gebied van de electriciteit is gebeurd, dan zouden wij dit met vreugde begroet hebben en dan zou er ook geen ontwerp zijn ingediend.

De steenkolennijverheid zal trouwens in de Nationale Raad voor de Steenkolenmijnen vertegenwoordigd zijn door vijf werkgevers en vijf werknemers. Maar de reorganisatie van die nijverheid is niet alleen voor hen van belang. Zij is van even groot belang voor de gebruikers (werkgevers en werknemers). En niet minder voor de Staat, omdat hij steeds wordt aangesproken in geval van moeilijkheden. En het valt toch niet te betwisten dat

à financer les travaux nécessaires, des directeurs des arrondissements miniers et des experts indépendants dont le rôle a été unanimement apprécié lors de la réduction de la durée du travail à 45 heures par semaine.

c) Le fait que la déchéance est rendue possible constitue le commencement de la nationalisation.

Le Ministre déclare que cet argument est spécieux. Les mines qui seront déchuës seront des mines déficitaires et il ne voit pas bien le Conseil National des Charbonnages les reprendre et les exploiter. Rien n'est plus loin de sa pensée, d'ailleurs. La vérité c'est qu'il a fallu donner au C.N.C. les pouvoirs nécessaires à la réalisation de la mission qui lui sera confiée et que réclament l'industrie elle-même et le pays.

d) La participation de l'Etat au capital des sociétés de valorisation est de l'étatisme.

Il n'est pas question de faire intervenir l'Etat dans les sociétés existantes. Ce dont il est question, c'est de prendre les initiatives propres à promouvoir la valorisation que l'on réclame de partout. Ce droit a été accordé à la Haute Autorité et l'on ne voit vraiment pas la raison pour laquelle on pourrait la refuser au C.N.C.

e) Les comités régionaux seront impuissants.

C'est sur le plan des bassins que la réorganisation doit être entreprise et résolue. M. De Smaele l'avait très bien compris puisqu'il proposait la création de sociétés de bassin. Ils ont donc un grand rôle à jouer mais ils doivent le faire conformément au vœu général du C.N.C.

Pour terminer, le Ministre note que si l'opposition a présenté à la Chambre pas mal d'amendements, elle n'en a présenté aucun qui modifie fondamentalement le projet et cela donne le droit de conclure que nous avons trouvé la meilleure solution dans les circonstances du moment.

* * *

DISCUSSION GÉNÉRALE.

Il résulte de l'exposé du Ministre, constate un commissaire, que l'intégration de nos charbonnages dans le Marché commun est aussi difficile maintenant qu'en 1953. Et cela lui suggère différentes questions reproduites ci-après, avec les réponses du Ministre.

1. Quelles sont les possibilités laissées à la Belgique par le Traité instituant la Communauté du Charbon et de l'Acier ?

Réponse. — Les questions posées s'expliqueraient dans un débat de politique charbonnière général et ce débat se situera beaucoup mieux

de vertegenwoordigers van de degenen die de werken financieren, de directeurs van de mijn districten en de zelfstandige deskundigen, wier optreden algemeen werd op prijs gesteld bij de verkorting van de arbeidstijd tot 45 uren per week, er op hun plaats zijn.

c) Het feit dat vervallenverklaring mogelijk wordt is een begin van nationalisatie.

De Minister vindt dit een vergezocht argument. Alleen de deficitaire mijnen zullen worden vervallenverklaard, en hij ziet niet goed in dat de Nationale Raad voor de Steenkolenmijnen deze zou overnemen en zelf ontginnen. Deze gedachte is trouwens verre van hem. De waarheid is dat de N.R.S. de nodige bevoegdheid moet krijgen om zijn nieuwe taak te volbrengen, wat trouwens door de industrie zelf en door het gehele land wordt verlangd.

d) De deelneming van de Staat in het kapitaal van de valorisatievennootschappen komt neer op verstaatsing.

Van een deelneming van de Staat aan de bestaande vennootschappen is geen sprake, maar wel van initiatieven ter bevordering van de valorisatie die allereerst wordt geëist. Dit recht werd toegekend aan de Hoge Autoriteit en men ziet werkelijk niet in waarom het aan de N.R.S. geweigerd zou kunnen worden.

e) De gewestelijke comités zullen machteloos zijn.

De reorganisatie moet per bekken aangepakt en opgelost worden. Dit had de h. De Smaele zeer goed begrepen toen hij voorstelde bekkenvennootschappen op te richten. Die comités hebben dus een grote rol te spelen, doch overeenkomstig de algemene wens van de N.R.S.

Tot besluit merkt de Minister op dat de oppositie in de Kamer heel wat amendementen heeft voorgesteld, maar dat geen enkel daarvan het ontwerp grondig wijzigt, waaruit mag worden afgeleid dat wij naar omstandigheden de beste oplossing hebben gevonden.

* * *

ALGEMENE BERAADSLAGING.

Uit het betoog van de Minister blijkt, aldus een commissielid, dat de integratie van onze steenkolenmijnen in de Gemeenschappelijke Markt nu even moeilijk is als in 1953. Dit brengt hem op verschillende vragen die hierna, samen met het antwoord van de Minister, worden opgenomen.

1. Welke mogelijkheden biedt het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal nog voor België ?

Antwoord. — Deze vraag ware begrijpelijk in een algemeen debat over het steenkolenbeleid en dit debat zal beter worden gehouden wanneer de

lorsque le Conseil National des Charbonnages aura fait l'inventaire de nos possibilités et nous soumettra ses propositions ou encore quand sera déposé le projet de péréquation interne. Néanmoins, on peut déjà formuler des réponses assez précises.

Le paragraphe 26-4, alinéa 1, de la Convention sur les mesures de sauvegarde, permet à la Haute Autorité « après consultation du Comité consultatif et sur avis conforme du Conseil, d'accorder au Gouvernement belge, par deux fois, un délai additionnel d'un an ». Le Gouvernement aura à voir s'il doit demander cette dérogation.

Le même paragraphe, alinéa 2, donne au Gouvernement belge « la faculté d'accorder à son industrie charbonnière et en accord avec la Haute Autorité » des subventions correspondant aux frais d'exploitation additionnels résultant des conditions naturelles des gisements et tenant compte des charges causées éventuellement par les déséquilibres manifestes qui alourdiraient ces frais d'exploitation ».

2. Quelles sont les possibilités de mécanisation et de rationalisation de nos entreprises charbonnières ?

Réponse. — Pour juger ces possibilités nous attendrons le travail du C.N.C., mais d'ores et déjà il apparaît qu'elles seront efficaces dans la plupart des cas, sinon dans tous.

3. Où pourra-t-on trouver les capitaux nécessaires pour la remise en ordre des charbonnages et si on les trouve peut-on espérer qu'ils pourront être rémunérés ?

Réponse. — Les entreprises pourront sans nul doute trouver des capitaux sur le marché et ce avec quelque succès, s'il apparaît que leur situation économique est devenue satisfaisante.

Pour notre part, nous aurons à prolonger la mise en œuvre des moyens de financement ouverts par la loi du 12 juillet 1955.

La rentabilité de ces capitaux dépendra des mesures de réorganisation édictées et il va sans dire que les représentants de la Société nationale de crédit à l'Industrie et de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite y seront particulièrement attentifs.

La péréquation a, b et c de la C.E.C.A. disparaît à partir du 10 février prochain, mais nous déposerons un projet l'organisant à l'intérieur. Nous remplacerons de la sorte avantageusement le régime de la Caisse de Compensation qui a fait faillite. Les charbonnages les plus favorisés devront certes abandonner une part de leurs ressources, mais celles-ci constitueront un appoint précieux pour les charbonnages moins bien servis par la nature de leurs gisements.

Nationale Raad voor de Steenkolenmijnen de inventaris van onze mogelijkheden zal hebben opgemaakt en ons zijn voorstellen zal mededelen of wanneer het ontwerp betreffende de verevening binnenslands zal worden ingediend. Toch kan reeds een vrij nauwkeurig antwoord worden gegeven.

Krachtens § 26, n^o 4, eerste lid, van de Overeenkomst betreffende de beschermingsmaatregelen, zal de Hoge Autoriteit « na overleg met het Raadgevend Comité en met instemming van de Raad, aan de Belgische Regering tweemaal een bijkomend uitstel van een jaar kunnen verlenen ». De Regering zal dienen te oordelen of zij deze afwijking moet vragen.

Dezelfde paragraaf, lid 2, verleent aan de Belgische Regering, na overleg met de Hoge Autoriteit, de bevoegdheid om aan haar steenkolenindustrie « subsidies te verlenen overeenkomende met de bijkomende exploitatiekosten, die het gevolg zijn van de natuurlijke gesteldheid der steenkolenlagen, en waarbij rekening wordt gehouden met de lasten, welke eventueel een gevolg zijn van uitgesproken onevenwichtigheden, welke deze exploitatiekosten zouden verhogen ».

2. Wat zijn de mogelijkheden inzake mechanisering en rationalisering van onze steenkolenbedrijven ?

Antwoord. — Om over deze mogelijkheden een oordeel te vellen moeten wij wachten op het werk van de N.R.S., maar nu reeds schijnen zij in de meeste, zonet in alle gevallen doeltreffend te zullen zijn.

3. Waar is het vereiste kapitaal te vinden om de steenkolenmijnen in orde te brengen en is er hoop dat de belegging lonend zal zijn, als het kapitaal gevonden wordt ?

Antwoord. — De bedrijven zullen zonder twijfel kapitaal kunnen vinden op de markt, en dit des te gemakkelijker indien blijkt dat hun economische positie bevredigend is geworden.

Wij zelf zullen evenwel de financieringsmiddelen die de wet van 12 Juli 1955 ons aan de hand doet, moeten blijven aanwenden.

De rendabiliteit van dit kapitaal zal afhangen van de uitgevaardigde reorganisatiemaatregelen en het spreekt vanzelf dat de vertegenwoordigers van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid en de Algemene Spaar- en Lijfrentekas daaraan bijzondere aandacht zullen besteden.

De vereveningsvergoeding a, b en c van de E.G.K.S. zal met ingang van 10 Februari a.s. vervallen, maar wij zullen een ontwerp indienen om ze binnenslands te organiseren. Zodoende zullen wij in een goede vervanging voorzien van de Compensatiekas, die een mislukking is geweest. Voorzeker zullen de beste steenkolenmijnen een deel van hun inkomsten moeten afstaan, maar dit zal een kostbare steun zijn voor de steenkolenmijnen die wat betreft hun kolenvelden minder goed door de natuur zijn gediend.

4. Quelles sont les mesures possibles dans les domaines :

- a) des prix;
- b) des investissements;
- c) du recrutement de la main-d'œuvre sans laquelle tous les efforts resteraient vains ?

Réponse. — En ce qui concerne les prix, les charbonnages doivent dorénavant transmettre leurs propositions trois semaines à l'avance à la Haute Autorité; celle-ci pourra même prolonger, en vertu de l'article 61 du Traité, alinéas a) et b), le délai si elle consulte le Comité consultatif sur l'éventualité de l'établissement de minima ou de maxima.

La réponse à la question précédente constitue déjà un élément positif du problème des investissements. Mais il importe d'ajouter que le Traité autorise la Haute Autorité à faciliter la réalisation des programmes d'investissements » par l'octroi de prêts aux entreprises ou en donnant sa garantie aux autres emprunts qu'elles contractent » (art. 54).

Agissons en conséquence et la Haute Autorité ne demandera pas mieux que de nous apporter son concours.

La preuve est maintenant faite que des possibilités de recrutement de la main-d'œuvre existent, même dans notre pays.

5. Si les prix sont déterminés par le coût de production des charbonnages marginaux, quelle sera notre situation concurrentielle face à l'Allemagne, qui concentre sa production sur ses mines rentables ?

Réponse. — Les charbonnages marginaux sont, cela va de soi, un sérieux handicap. Mais leur fermeture est une impossibilité. Jamais on ne trouverait dans ce but une majorité au Parlement. C'est aussi une impossibilité économique, car nous avons besoin de leur charbon, qui, dans les périodes les plus tendues, coûte moins cher que le charbon américain. C'est encore une impossibilité sociale, car personne ne pourrait prendre la responsabilité du licenciement des ouvriers.

La reconversion des régions souffrant de la présence des charbonnages marginaux serait incontestablement une heureuse opération, mais si on en parle beaucoup pour le Borinage, reconnaissons que les réalisations sont plus que modestes.

Un autre commissaire regrette que le projet accorde au C.N.C. une responsabilité qui, à son avis, incombe au Parlement; c'est celui-ci qui devrait ordonner la remise en ordre de la première industrie de base du pays.

Il votera cependant le projet, car si la nationalisation des mines est la seule solution radicale du problème charbonnier, il est bien forcé de constater qu'il n'existe pas de majorité parlementaire pour la consacrer.

4. Welke maatregelen kunnen worden genomen op het gebied van :

- a) de prijzen;
- b) de investeringen;
- c) de aanwerving van arbeidskrachten, zonder welke alle moeite vergeefs zou zijn ?

Antwoord. — Wat betreft de prijzen moeten de steenkolenmijnen voortaan hun voorstellen drie weken van te voren aan de Hoge Autoriteit mededelen; deze kan zelfs, krachtens artikel 61, leden a) en b), van het Verdrag, de termijn verlengen indien zij het Raadgevend Comité raadpleegt omtrent de eventuele vaststelling van minima of maxima.

Het antwoord op de vorige vraag is reeds een positief element voor de oplossing van het probleem van de investeringen. Hierbij komt echter dat de Hoge Autoriteit, krachtens het Verdrag, de uitvoering van investeringsprogramma's kan vergemakkelijken « door het verstrekken van leningen aan ondernemingen of door het geven van haar garantie voor andere door de ondernemingen aangegane leningen » (art. 54).

Indien wij zo te werk gaan, zal de Hoge Autoriteit niet beter vragen dan ons haar steun te verlenen.

Het bewijs is nu geleverd dat zelfs in ons land arbeidskrachten kunnen worden gevonden.

5. Indien de prijzen worden bepaald door de productiekosten van de marginale mijnen, vraagt men zich af hoe onze concurrentiemogelijkheden zullen zijn tegenover Duitsland, dat zijn productie in de rendabele mijnen concentreert ?

Antwoord. — De marginale mijnen zijn natuurlijk een ernstige handicap. Sluiting echter is onmogelijk. Nooit wordt daarvoor een meerderheid in het Parlement gevonden. Ook economisch is dit onmogelijk, omdat wij behoefte hebben aan hun steenkolen, die in tijden van grote spanning goedkoper zijn dan de Amerikaanse. Bovendien is de sluiting ook sociaal gezien onmogelijk, omdat niemand het ontslag van de arbeiders op zijn verantwoording kan nemen.

De omschakeling van de streken met marginale steenkolenmijnen zou onbetwistbaar een gelukkige oplossing brengen; daar is veel spraak van voor de Borinage, maar in werkelijkheid wordt er slechts weinig voor gedaan.

Een ander lid vindt het jammer dat het ontwerp aan de N.R.S. een verantwoordelijkheid opdraagt die, zijns inziens, aan het Parlement toekomt, dat de ordening van onze eerste basisindustrie zou moeten voorschrijven.

Toch zal hij voor het ontwerp stemmen omdat, hoewel de nationalisatie van de mijnen de enige radicale oplossing voor het steenkolenprobleem is, hij wel moet toegeven dat de meerderheid van het Parlement er niet voor is.

Quant aux mines marginales, précise-t-il, personne ne s'opposerait à leur fermeture si l'on pouvait assurer du travail aux ouvriers qui seraient licenciés.

Un autre commissaire apporte aussi son adhésion au projet et il justifie sa position en s'appuyant sur de nombreuses considérations. Il souhaite que le C.N.C. se mette rapidement au travail et qu'il s'inspire très largement de l'idée de la concentration dont il expose la nécessité. Pour ce qui concerne l'idée de la nationalisation, il se réserve de dire son sentiment en séance publique. Il souhaite que le C.N.C. réussisse car ce n'est pas dans le chaos mais bien dans l'expansion économique qu'il entend réaliser son postulat final. Si le C.N.C. devait échouer dans sa tâche, les conséquences de la carence de 1949 à 1957 s'ajouteraient à celles de cet échec; elles sonneraient le glas du régime minier actuel.

Un commissaire se réjouit du fait que les mines marginales seront maintenues. Leur fermeture, précise-t-il, serait une hérésie puisque nous manquons de charbon.

DISCUSSION DES ARTICLES.

Les articles du projet ont été examinés au cours de la séance du 14 janvier. Interrogé par un commissaire sur la portée exacte de l'article 13 de la loi du 13 août 1947, tel qu'il est modifié par l'article 2 du projet, le Ministre déclare que ces dispositions ne s'appliquent qu'aux fusions et absorptions de sociétés charbonnières qui sont ultérieures à l'entrée en vigueur de la présente loi.

Les articles ont été adoptés à l'unanimité par les membres présents.

* * *

Le projet, tel qu'il est transmis par la Chambre, a été voté à l'unanimité par les membres de votre Commission présents à la réunion du 14 janvier 1958.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité.

Le Rapporteur,
N. DETHIER.

Le Président,
P. WARNANT.

Wat de marginale mijnen betreft, aldus dit lid, zou niemand zich tegen de sluiting verzetten indien men aan de afgedankte arbeiders werk kon verschaffen.

Een ander lid keurt het ontwerp goed en grondt zijn standpunt op tal van overwegingen. Hij wenst dat de N.R.S. spoedig aan het werk gaat en ruime aandacht moge besteden aan de concentratie, waarvan dit lid de noodzaak aantoonst. Over de nationalisatie zal hij zijn mening zeggen in openbare vergadering. Hij hoopt dat de N.R.S. zal slagen, want het is niet in de chaos maar wel in de economische expansie dat hij zijn einddoel zal bereiken. Slaagt de N.R.S. niet, dan zullen de gevolgen van die mislukking, samen met de nasleep van de tekortkomingen van 1949 tot 1957, de doods-klok luiden over het tegenwoordige mijnstelsel.

Een lid spreekt zijn voldoening uit over de instandhouding van de marginale mijnen. Sluiting ware een ketterij, want wij hebben steenkolen te kort.

ARTIKELSGEWIJZE BEHANDELING.

De artikelsgewijze behandeling had plaats ter vergadering van 14 Januari. Op de vraag van een commissielid naar de juiste betekenis van artikel 13 van de wet van 13 Augustus 1947, zoals het gewijzigd wordt bij artikel 2 van het ontwerp, antwoordt de Minister, dat deze bepalingen slechts van toepassing zijn op fusie en opnemings van steenkolenmaatschappijen na de inwerkingtreding van deze wet.

De artikelen zijn door de aanwezige leden bij eenparigheid aangenomen.

* * *

Het ontwerp is, zoals het door de Kamer werd overgezonden, eenparig aangenomen door de commissieleden die op de vergadering van 14 Januari 1958 aanwezig waren.

Dit verslag is met algemene stemmen goedgekeurd.

De Verslaggever,
N. DETHIER.

De Voorzitter,
P. WARNANT.